

WILLIAM RAMSAY

Directeur du programme Energie à l'Ifrri

Le dernier intervenant vient de soulever la question de la différence entre discours et réalité. C'est le bon moment pour l'aborder, car nous commençons les négociations de Copenhague et nous sommes censés en venir aux faits. Jusqu'à maintenant, nous avons entendu beaucoup de rhétorique politique et avons beaucoup parlé d'objectifs à atteindre. Les États-Unis parlent de leurs objectifs en matière de biocarburants et la Chine déclare qu'elle réduira son intensité énergétique de 20% sur quatre ans. Les objectifs d'efficacité énergétique ne manquent pas, mais ce qui importe est de savoir comment nous allons faire pratiquement pour les atteindre.

Nous devons dépasser cette surenchère d'objectifs et exiger des politiques qu'ils fixent un objectif pour 2015. Mais nous devons déjà fixer un objectif pour 2012 afin de soumettre les politiques à l'épreuve des faits dans les limites de leurs échéances électorales pour voir ainsi s'ils respectent leurs engagements. Tout le monde dit qu'une basse intensité énergétique ne pose pas de problèmes, que les économies consomment beaucoup moins d'énergie par deux mille heures de PIB etc. Pourtant, les émissions de carbone ne diminuent pas. Au contraire, au total, elles augmentent et n'ont diminué que dans huit pays membres de l'Agence Internationale de l'Énergie (l'AIE) depuis 17 ans, et encore s'agit-il des pays d'Europe de l'Est ou de l'ancienne Allemagne de l'Est. En fait, aucun pays ne réduit réellement le carbone dans son bouquet énergétique.

Au sein de l'AIE et du G8, nous avons discuté des mesures à prendre en faveur de l'efficacité énergétique. On vous dit que cette efficacité est la plus économique, la plus sûre, la plus propre, etc. Mais on ne la voit pas venir. Nous constatons, en effet, qu'aucun des pays membres ou non de l'AIE ayant souscrit aux 25 recommandations de l'AIE et du G8 ne les a mises en œuvre. Nous entendons beaucoup de paroles mais nous voyons peu d'actes concrets.

Vous avez entendu l'intervenant précédent, Rick Bradley, dire que la durée de vie d'une centrale électrique était de 15 ans. Or aux États-Unis il est probable qu'une nouvelle centrale dure 80 ans. Une centrale au charbon fonctionne pendant 60 à 70 ans. En conséquence, les centrales au charbon qui entrent en service aujourd'hui vont fonctionner jusqu'à une période très avancée du 21^e siècle avant de céder la place aux technologies nouvelles. Trente années de progrès techniques dans la combustion du charbon n'ont permis d'améliorer l'efficacité énergétique de ce combustible que de 30 à 33% alors que les technologies de pointe permettraient de faire beaucoup mieux. Une fois construite, les centrales ne sont pas renouvelées. Et rappelons que la Chine construit actuellement certaines des centrales à charbon les plus performantes du monde.

Les dépenses de R&D sont un autre problème. Nous nous demandons s'il faut investir dans les cellules photovoltaïques à couche mince, les concentrateurs photovoltaïques et la biomasse de seconde génération et si nous devons utiliser du sucre, du maïs ou d'autres céréales pour fabriquer des biocarburants. Qu'en est-il de la capture et du stockage du carbone (la CSC) ? Il s'agit d'extraire 20% du CO₂ de notre bouquet énergétique. Cependant, nous ne faisons pas les investissements nécessaires. Nous parlons d'un tournant dans l'histoire de nos émissions à partir de 2020, alors que nous ne pensons même pas pouvoir déployer la

CSC avant cette date. D'où la nécessité de discuter concrètement des solutions de remplacement de la CSC.

La question des énergies renouvelables est un des sujets de prédilection des politiques. Quel sera la contribution réelle des énergies renouvelables ? D'ici à 2030, elles contribueront probablement à hauteur de 5 à 10% de la production mondiale d'électricité, et d'ici à l'année 2050 leur contribution atteindra au maximum 50%. Nous ne pouvons donc pas passer tout notre temps à parler d'énergies renouvelables. Il nous faut nous concentrer sur les sources d'énergie « conventionnelles », telles que le pétrole, le gaz, le charbon et le nucléaire. Et même si cela paraît peu enthousiasmant, nous sommes condamnés à les utiliser encore pendant plusieurs décennies, et nous n'avons pas le droit à l'erreur.

Certains des points dont nos négociateurs devront traiter à Copenhague sont assez épineux et ont déjà été abordés. Parmi eux, il y a la question de « l'équité carbone » ou la répartition à travers le monde des émissions par tête d'habitant. Celles-ci varient entre 44 tonnes par personne au Qatar et 100 kilos par personne en Éthiopie ou en Haïti. Comment combler un tel écart ? Et quel niveau d'équité visez-vous à l'horizon 2050 ? Tout le monde émettra-t-il 1,5 tonne par habitant d'ici 2050 ? Je ne le pense pas. Nous avons des mécanismes de compensation pour tous nos objectifs. Par exemple, l'Union Européenne (UE) autorise des taux de 50 à 80%. En quoi consiste la compensation ? Elle vous incite à rechercher du carbone moins cher, à acheter les droits d'émission, à les rapatrier et à installer votre usine. Mais jusqu'où peut-on aller ? Les chiffres de répartition des émissions de carbone par tête d'habitant seront biaisés en fin de période par la négociation et l'échange de droits d'émission, par les mécanismes de compensation ou par d'autres mécanismes conçus pour permettre aux habitants des pays industrialisés d'investir dans des activités à forte intensité carbone. Comment tout cela est-il censé fonctionner ?

La Chine vous dira qu'il faut que nous réalisions des économies au sein de nos propres systèmes énergétiques sans compter sur elle pour nous fournir toutes nos réductions d'émissions. Nous avons donc du pain sur la planche ! En outre, dans notre discours sur les émissions de carbone par tête d'habitant il ne faut jamais oublier les mesures prises en faveur de l'équité. Comment réaliser les objectifs du millénaire tout en œuvrant pour une répartition mondiale plus équitable des émissions de carbone ?

A Copenhague il y aura d'après négociations sur le niveau de dépenses que chaque pays sera disposé à consentir. L'UE parle déjà de 100 milliards de dollars pour financer le déploiement et le transfert des technologies. Il convient de réfléchir sur les modalités d'un tel financement. Quel sera la part des finances publiques ? Est-ce qu'on s'attend à ce que le Congrès américain accepte de financer des transferts de technologie à hauteur de cent milliards de dollars par an ? Comment aborder cette question avec tout le sérieux qu'elle mérite ?

Pour répondre à nos besoins énergétiques en 2020 nous devons investir 22 billions de dollars dans les infrastructures nécessaires, puis 10 billions de dollars supplémentaires dans les solutions de réduction du CO₂, la moitié de cette somme devant être versée aux pays en développement dans lesquels les marchés ne sont pas matures. Il est peu probable qu'un investisseur indépendant s'intéresse aux pays en développement faute d'une base de taux prévisible ou d'une sécurité d'approvisionnement en combustible dans le secteur de l'électricité. Qu'est-ce qui pourra l'attirer et l'inciter à investir ? Et que doivent faire les gouvernements pour favoriser cette démarche ? Ce processus requiert une réforme profonde du marché et pour y impliquer le secteur privé il faut le motiver.

En ce qui concerne les institutions et le principe de subsidiarité, nous menons les négociations sur le changement climatique de la même manière que les États-Unis légifèrent en matière d'énergie. Vous ne vous occupez pas du tout des grands principes et mettez tout ce que vous pouvez dans le projet de loi de telle sorte que vous aboutissiez à une situation sans issue car il est impossible de mettre tout le monde

d'accord en même temps. Ainsi, à Copenhague, 192 pays négocient entre eux sur le problème du changement climatique qui comporte toutes sortes d'implications sociales, économiques et commerciales. Il est donc nécessaire de décomposer la question en des éléments plus gérables. Les États-Unis et la Chine cherchent un terrain d'entente, par exemple, en troquant l'intensité carbone contre le ciblage d'objectifs précis. Ensuite, ils soumettent leur accord au G20, éventuellement via le G8, avant d'utiliser les mêmes techniques d'élaboration d'un consensus au sein de la CCNUCC. C'est une très bonne approche car il est impossible de mettre 192 pays d'accord en même temps.

Il importe d'utiliser des organisations qui se prêtent bien à ce type de démarche en fonction des problématiques. Pour des questions financières, vous passez par le FMI. Pour les problèmes de développement, vous faites appel à la Banque Mondiale. Et pour tout ce qui concerne les questions de mesure, de politique énergétique et de benchmarking, vous vous référez à l'AIE. Avant de pouvoir commencer à échanger des droits d'émettre du carbone en sachant exactement en quoi cela consiste, il nous faut mettre en place de nombreux mécanismes. Quelle est la valeur d'une tonne de carbone ? A qui « appartient » le carbone ? Où se trouve-t-il ? Comment peut-on démontrer qu'il a été épargné ? Quels sont vos outils de mesure ? Nous ne disposons pas de bases de données. Pour aboutir vraiment à des résultats, il faut d'abord décomposer la problématique en des éléments gérables.

Il faut travailler sur des trajectoires. Nous avons tous annoncé que nous visions 1,5 tonne d'émission de carbone par tête d'habitant d'ici 2050, mais certains d'entre nous atteindrons peut-être des niveaux supérieurs ou inférieurs. D'après les scénarios prévisionnels réalisés par les Indiens, leurs émissions ne seront jamais supérieures à 6-8 tonnes par personne d'ici 2050, mais cela se traduira peut-être un large dépassement des objectifs mondiaux prévus. Désormais, il va falloir travailler sur du concret. Depuis 1988, nous nous sommes permis de faire beaucoup de politique et de beaux discours, or nous sommes maintenant en 2009. De nouveaux leaders ont pris la tête des gouvernements, lesquels vont aborder toutes ces questions d'une façon différente. Cela nous donne aussi à nous tous l'occasion de changer notre démarche ou, du moins, d'identifier quelques principes et de faire avancer les choses.